

Date de dépôt: 18 novembre 2003

Messagerie

Rapport

de la Commission des transports chargée d'étudier le rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil relatif au budget 2003 de l'entreprise des Transports publics genevois (TPG)

Rapport de M. Ivan Slatkine

Mesdames et
Messieurs les députés,

Pour examiner le rapport 487 du Conseil d'Etat sur le budget 2003 de l'entreprise des Transports publics genevois (ci-après TPG), la Commission des transports s'est réunie les 23 et 30 septembre 2003 sous la présidence de M. Gilles Desplanches.

M. Philippe Burri, directeur de l'OTC, ainsi que M. Philippe Matthey, secrétaire adjoint du DIAE, ont assisté à ces séances de la commission. Le procès-verbal a été tenu par M^{me} Caroline Maretinuzzi que la commission remercie.

Rappel

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2003 des TPG le 4 juin 2003, soit après que la Commission des finances du Grand Conseil se fut prononcée favorablement le 7 mai 2003 sur la demande de dépassement de crédit de 7 000 000 F consécutive à la décision du Grand Conseil du 31 janvier de reporter l'adaptation tarifaire du 30 mars 2003 au 1^{er} janvier 2004. Ce processus explique que nous ne traitons qu'à la fin de l'année le budget 2003.

Le budget 2003 s'inscrit dans le cadre du contrat de prestation 2003-2006 qui lui-même repose sur le plan directeur du réseau des transports publics 2003-2006. La ratification du contrat de prestation par le vote de la loi 8841 du 31 janvier 2003 prévoit en définitive une enveloppe budgétaire (subvention) de 130 millions de francs pour 2003 auxquels s'ajoutent 5,5 millions à titre de subvention spéciale pour le renouvellement du matériel roulant.

Pour les TPG, le budget 2003 est un budget charnière et de transition en rapport avec la progression notable prévue sur le plan de l'offre de transports. Des croissances importantes sont prévues au niveau du renouvellement et du développement du matériel roulant ainsi qu'au niveau des moyens humains, l'objectif fixé pour 2006 étant une hausse de 20% de l'offre.

Audition de M. Christoph Stucki, directeur général aux TPG, M^{me} Stéphanie Fontugne, directrice finances et gestion aux TPG et M. Michel Jacquet, président du CA, TPG

M. Jacquet précise avant de céder la parole à M^{me} Fontugne que la présentation porte sur le budget 2003 adopté par le Conseil d'Etat, en décembre 2002, ainsi que sur le budget actualisé 2003 sur base des modifications liées au contrat de prestation. Il ajoute que le budget 2004 est déjà adopté au sein des TPG.

a) Présentation du budget 2003 du 16 décembre 2002

M^{me} Fontugne présente le budget présenté fin 2002 en rappelant les objectifs fixés par le contrat de prestation 2003-2006. Elle précise que le budget 2003 prépare aux objectifs fixés sans pour autant que l'entreprise ne dispose en 2003 de l'ensemble des moyens (matériel roulant) lui permettant de concrétiser ces objectifs. Ce n'est qu'à partir de 2004-05 qu'est prévue une augmentation sensible de l'offre grâce aux achats effectués et aux engagements de nouveaux chauffeurs faits en 2003. M^{me} Fontugne ajoute que l'ambition des 20% de croissance de l'offre va de pair avec la rationalisation de l'ensemble des processus et des moyens. Sur la base de ce budget initial, M^{me} Fontugne précise les points suivants :

- le résultat net positif est lié à un produit voyageur en nette augmentation ;
- désormais, des prévisions de comptes de résultats sont établies chaque trimestre. L'impact d'UNIRESO depuis 2001 milite pour ce type de révision ;

- les frais de personnel sont en augmentation (+ 42 postes). La prise en compte du statut explique la hausse de la masse salariale de l'ordre de 10 millions. Le coût salarial moyen est de l'ordre de 112 000 à 115 000 F par an. L'augmentation automatique due aux statuts est de l'ordre de 4% par an, ce qui représente, à effectif constant, une hausse de 3 à 4 millions par an;
- un recours accru à la sous-traitance marque les biens et services, dans la limite des ratios préconisés par le contrat de prestation (10 et 4%) ;
- les frais de véhicules, en augmentation, sont liés au vieillissement du parc ;
- les frais de capitaux sont en augmentation sensible. Le paiement d'acomptes lors de l'achat de matériel roulant sollicite fortement la trésorerie ;
- les TPG sont exonérés d'impôts mais sont soumis à la TVA .

b) Présentation du budget actualisé du 26 mai 2003 (voir annexes)

Rapidement, M^{me} Fontugne passe à la présentation du budget actualisé adopté par le conseil d'administration le 26 mai 2003 et soumis au Conseil d'Etat le 23 septembre 2003.

Le budget actualisé se différencie du budget initial, pour les produits voyageurs, dans le report tarifaire (7 millions, dont 5,5 aux TPG, et 1,5 million à UNIRESO). L'ajustement du produit voyageur tente de tenir compte de l'impact de l'application du demi-tarif CFF, dont les effets perdurent (déjà en 2002). Le revenu des transports a donc été diminué de 1 million. Au niveau des *Autres produits*, une dissolution de provision passée en produit exceptionnelle liée à UNIRESO, explique la hausse de 2,3 millions. Au niveau des charges, le poste *Biens et services* diminue de 1 million pour des raisons liées à la TVA. Le résultat net final est, en conséquence, supérieur à celui prévu au budget initial.

Au niveau du détail des produits encaissés et leurs évolution entre 2002 et 2003, M^{me} Fontugne explique que la baisse des abonnements annuels est due à la forte progression des abonnement demi-tarif. Les cartes journalières ont depuis augmenté. Sur la base des dernières indications financières à sa connaissance, elle précise qu'à la fin du 3^e trimestre, les TPG sont dans la part convenue du budget. Les rationalisations, le maintien de la couverture, l'extension des moyens, et le règlement des dettes sont pris en compte.

Pour ce qui est de l'analyse de productivité, en étudiant la progression de différents ratios depuis 1999, on constate que l'activité des TPG est maîtrisée. La courbe indiquant le ratio *Revenu voyageur/voyage km* (soit ce que paie le citoyen pour l'accès au bus), montre cependant que la dépendance des TPG et le recours à l'Etat sont de plus en plus marqués. Le différentiel est pris en charge sous le principe du « service public ».

Suite à l'inquiétude de certains députés par rapport à cette tendance, M. Jacquet rappelle les deux objectifs prioritaires des TPG :

1. L'augmentation du nombre de passagers ;
2. La rigueur dans la gestion face à l'Etat.

L'entreprise porte ses efforts sur la réduction des divergences entre ces deux courbes par la prospection clientèle et les nouvelles idées. Au niveau tarifaire, l'entreprise dépend du pouvoir politique qui génère d'immanquables effets. La maîtrise des coûts passe par une intervention sur la masse salariale, sur le coût des nouvelles prestations (ouverture de nouvelles lignes, achats de véhicules...) et sur les coûts d'investissement. Le contrat de prestation fixe des objectifs ambitieux mais, selon M. Jacquet, les prévisions peuvent être jugées comme positives. Pour conclure, le président du conseil d'administration des TPG insiste sur l'obligation qu'a l'entreprise de satisfaire deux type de clients, d'une part les usagers et, d'autre part, l'Etat.

Face à différentes interrogations de commissaires, M. Jacquet confirme que la productivité marginale de la subvention étatique est négative en 2003 et que le rendement escompté n'est pas atteint. Il précise cependant que des mesures sont prises pour porter des effets positifs dès 2004. Concernant l'indexation automatique de la masse salariale, M. Jacquet précise que le statut est propre à l'entreprise et ne relève pas de l'Etat. Il ne cache pas que l'idée d'un contrat collectif fait son chemin, tant le statut actuel est paralysant.

D'autres députés abordent ensuite l'annonce du nouvel accord entre les TPG et le TCS. Ils trouvent cette pratique inacceptable et inéquitable. L'un d'eux pense même que cette pratique est illégale. Il réserve en conséquence son vote sur ce budget.

M. Jacquet rappelle qu'un des objectifs prioritaires des TPG consiste dans la prospection de nouveaux clients. Le rabais sur le tarif et sur l'abonnement existe depuis toujours. Il serait ravi d'étudier les propositions de toute association ou groupement qui offrirait aux TPG une forme de contre-prestation. Il précise que les TPG ne font pas de ciblage politique mais qu'ils ne regardent que l'intérêt qu'ils peuvent objectivement et financièrement retirer de ce genre de campagne. Il attend des propositions du groupement des

frontaliers (30 000 personnes) ou encore des associations de zones industrielles, en contact avec les grandes entreprises. Pour conclure, il rappelle que le contrat de prestation se traduit par une obligation d'augmenter les recettes de l'ordre de 9 millions courant 2004, sans parler des autres contingences.

Concernant le taux d'absentéisme, M. Stücki indique qu'avant la dernière grève, ce taux se situait aux environs de 60 malades/jour sur 800 conducteurs (soit 7,5%). Suite aux dernières mesures prises le taux a baissé de 7 malades/jour soit passant à un taux de 6,63%. La refonte complète des horaires devrait encore améliorer ce taux. M. Jacquet ajoute qu'un nouveau responsable RH entre en fonction début octobre.

Discussion et vote

Certains députés, comme mentionné ci-dessus, n'ont pas confiance en les chiffres présentés dans le budget 2003 des TPG suite à l'accord passé avec le TCS. D'autres députés pensent qu'il faut prendre acte de ce rapport tout en s'assurant qu'il s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe allouée. A ce niveau, certains souhaiteraient recevoir un rapport trimestriel sur les différents objectifs des TPG. Il est important que les TPG fassent preuve de transparence.

Avant le vote, il est demandé aux administrateurs des TPG membres de la Commission des transports de s'abstenir partant d'un principe de confusion des genres. Ces derniers acceptent.

Le président met aux voix le **RD 487** et il est accepté :

| | |
|--------------|----------------------------|
| Pour : | 6 (3 L, 1 PDC, 1 R, 1 Ve) |
| Contre : | -- |
| Abstention : | 5 (1 UDC, 2 S, 1 R, 1 PDC) |

Conclusion

Fort des explications fournies en commission et suivant la volonté d'être régulièrement informée sur l'évolution des objectifs fixés et le contrôle du budget, la Commission des transports vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte du présent rapport.

CA DU 26.05.2003

Stéphanie Fontugne



PFP - CONTRIBUTIONS CANTONALES

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | Total |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| PFP de base | 128.5 | 138.0 | 148.0 | 157.0 | 571.5 |
| Votation Grand Conseil du 31.01.03 | 135.5 | 138.7 | 147.5 | 153.6 | 575.3 |
| <u>Variations</u> | | | | | |
| Décomposition: | 7.0 | 0.7 | -0.5 | -3.4 | 3.8 |
| Investissements | | | -2.5 | -5.0 | -7.5 |
| Compensation carte Azur | | 0.7 | 2.0 | 1.6 | 4.3 |
| Report tarifaire | 7.0 | | | | 7.0 |

| | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Budget état | 133.6 | 138.6 | 147.4 | 153.5 | 573.1 |
| Variation versus votation GC 31.01.03 | -1.9 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -2.2 |
| Part des autres opérateurs (SMGN/CFF) | 0.4 | 0 | 0.1 | 0.1 | 0.7 |
| Variation nette versus votation GC 31.01.03 | -1.5 | 0 | 0 | 0 | -1.5 |



PRODUITS ENCAISSES - EVOLUTION 2002-2003

| 000 chf | Comptes | Budget | Budget | PFP | Variations budget 2003 actualisé | | |
|---------|------------------------------------|-----------------|---------------------|------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| | 2002 | 2003 actualisé | 2003 CA du 16.12.02 | 2003 GC 30.01.03 | vs comptes 2002 | budget 2003 CA 16.12.02 y.c. TVA | |
| | Billets dont : | 35'133.0 | 36'003.9 | 38'017.3 | 38'289.0 | 870.9 | -2'013.4 |
| | Cartes journalières | 8'142.0 | 8'471.2 | 10'351.7 | 7'485.5 | 329.2 | -1'880.5 |
| | Abonnements annuels | 17'914.0 | 18'273.1 | 21'056.2 | 18'447.0 | 359.1 | -2'783.1 |
| | Abonnements mensuels | 29'230.0 | 29'454.8 | 33'030.8 | 30'621.5 | 224.8 | -3'576.0 |
| | Autres titres de transport | 3'123.0 | 3'178.5 | 3'051.8 | 2'642.2 | 55.5 | 126.7 |
| | Rabais et Bonus | -5'023.0 | -5'082.1 | -4'012.9 | -4'669.1 | -59.1 | -1'069.3 |
| | Total Unireso | 80'377.0 | 81'828.1 | 91'143.3 | 85'330.2 | 1'451.1 | -9'315.2 |
| | Total hors Unireso | 5'773.0 | 5'710.9 | 4'781.4 | 4'799.0 | -62.1 | 929.5 |
| | Total produits du transport | 86'150.0 | 87'539.0 | 95'924.7 | 90'129.2 | 1'389.0 | -8'385.7 |
| | | | | | | | vs PFP 30.01.2003 |
| | | | | | | | -2'285.1 |
| | | | | | | | 985.7 |
| | | | | | | | -173.9 |
| | | | | | | | -1'166.8 |
| | | | | | | | 536.3 |
| | | | | | | | -413.0 |
| | | | | | | | -3'502.1 |
| | | | | | | | 911.9 |
| | | | | | | | -2'590.3 |



PRODUITS ENCAISSES - % PAR CATEGORIE

| | Comptes 2002 | Budget 2003 actualisé | Budget 2003 CA du 16.12.02 | PF 2003 GC 30.01.03 |
|------------------------------------|-----------------|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------|
| Billets dont : | | | | |
| Cartes journalières | 40.8% | 41.1% | 39.6% | 42.5% |
| Abonnements annuels | 9.5% | 9.7% | 10.8% | 8.3% |
| Abonnements mensuels | 20.8% | 20.9% | 22.0% | 20.5% |
| Autres titres de transport | 33.9% | 33.6% | 34.4% | 34.0% |
| Rabais et Bonus | 3.6% | 3.6% | 3.2% | 2.9% |
| Décalage hausse prix | -5.8% | -5.8% | -4.2% | -5.2% |
| Total Unireso | 93.3% | 93.5% | 95.0% | 94.7% |
| Total hors Unireso | 6.7% | 6.5% | 5.0% | 5.3% |
| Total produits du transport | 100.0% | 100.0% | 100.0% | 100.0% |

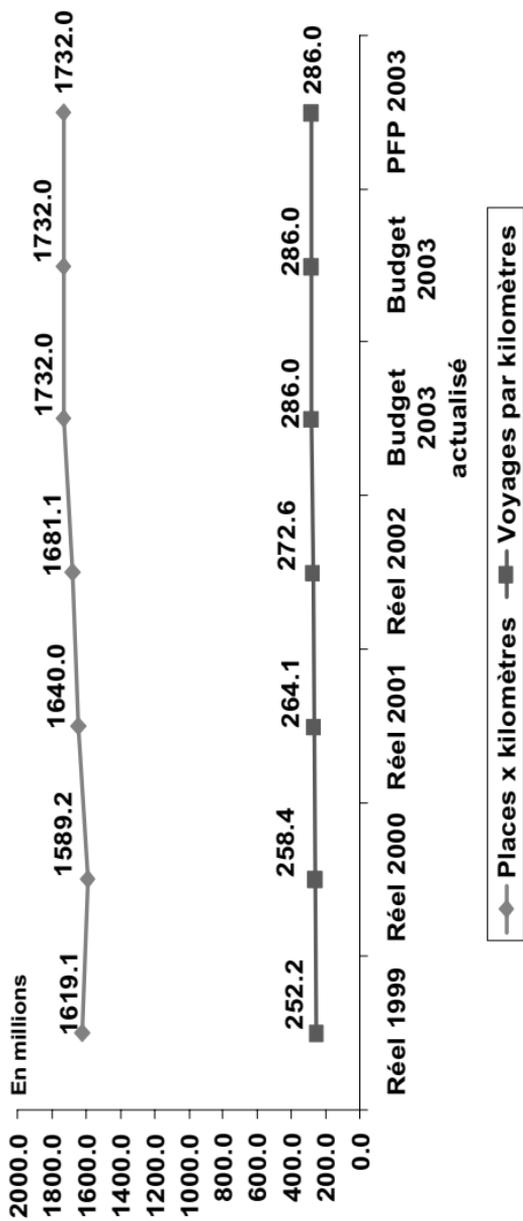


PRODUITS COMPTABILISES - EVOLUTION 2002-2003

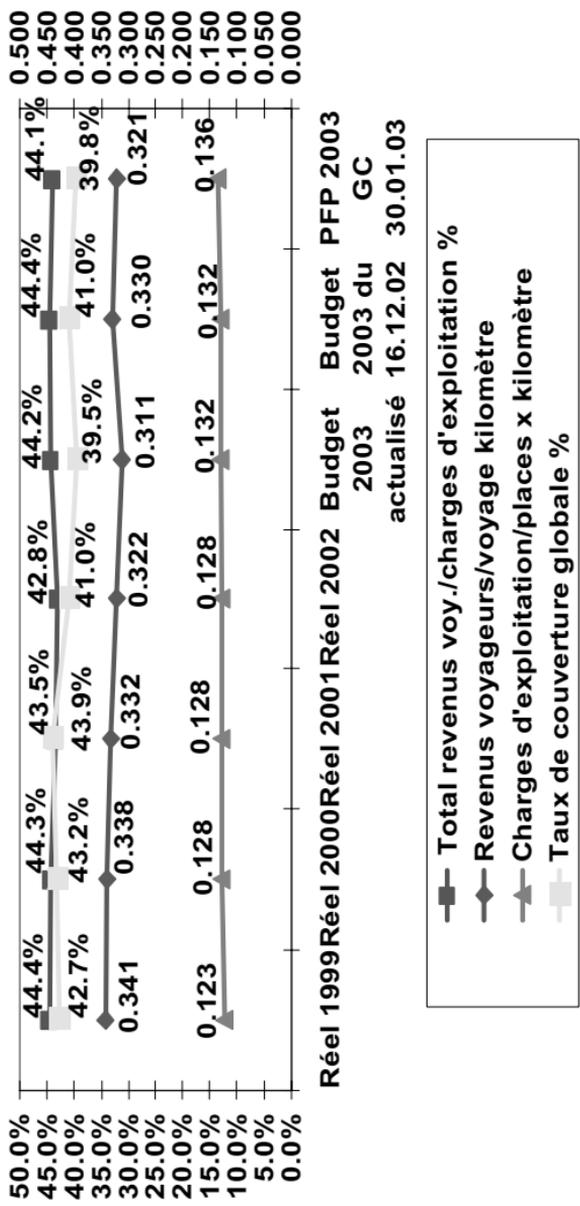
| 000 chf | Comptes | | Budget | | Budget | | PFP | | Variations budget 2003 actualisé | |
|------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------------|---------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------------------|----------------------------------|-------------------|
| | 2002 | 2003 actualisé | 2003 CA du 16.12.02 | 2003 CA du 16.12.02 | 2003 GC 30.01.03 | 2003 GC 30.01.03 | vs comptes 2002 | vs budget 2003 CA 16.12.02 | vs PFP 30.01.2003 | vs PFP 30.01.2003 |
| Billets dont: | 35'133.0 | 36'003.9 | 38'017.3 | 38'017.3 | 38'289.0 | 38'289.0 | 870.9 | -2'013.4 | -2'285.1 | -2'285.1 |
| Cartes journalières | 8'142.0 | 8'471.2 | 10'351.7 | 10'351.7 | 7'485.5 | 7'485.5 | 329.2 | -1'880.5 | 985.7 | 985.7 |
| Abonnements annuels | 17'914.0 | 18'273.1 | 21'056.2 | 21'056.2 | 18'447.0 | 18'447.0 | 359.1 | -2'783.1 | -173.9 | -173.9 |
| Abonnements mensuels | 29'230.0 | 29'454.8 | 33'030.8 | 33'030.8 | 30'621.5 | 30'621.5 | 224.8 | -3'576.0 | -1'166.8 | -1'166.8 |
| Autres titres de transport | 3'123.0 | 3'178.5 | 3'051.8 | 3'051.8 | 2'642.2 | 2'642.2 | 55.5 | 126.7 | 536.3 | 536.3 |
| Rabais et Bonus | -5'023.0 | -5'082.1 | -4'012.9 | -4'012.9 | -4'669.1 | -4'669.1 | -59.1 | -1'069.3 | -413.0 | -413.0 |
| Total Unireso | 80'377.0 | 81'828.1 | 91'143.3 | 91'143.3 | 85'330.2 | 85'330.2 | 1'451.1 | -9'315.2 | -3'502.1 | -3'502.1 |
| Total hors Unireso | 5'773.0 | 5'710.9 | 4'781.4 | 4'781.4 | 4'799.0 | 4'799.0 | -62.1 | 929.5 | 911.9 | 911.9 |
| Total produits du transport | 86'150.0 | 87'539.0 | 95'924.7 | 95'924.7 | 90'129.2 | 90'129.2 | 1'389.0 | -8'385.7 | -2'590.3 | -2'590.3 |



EVOLUTION DES PLACES KM OFFERTES ET VOYAGES KM 1999-2003



ANALYSE PRODUCTIVITE 1999-2003



Réel 1999 Réel 2000 Réel 2001 Réel 2002 Budget 2003 Budget PFP 2003
 2003 actualisé 16.12.02 30.01.03

- Total revenue voy./charges d'exploitation %
- ◆ Revenus voyageurs/voyage kilomètre
- ▲ Charges d'exploitation/places x kilomètre
- Taux de couverture globale %

